



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 2 Septembre 2016

www.etudes-fiscales-internationales.com/
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

Un homme politique considère la prochaine élection !
Un homme d'état considère la prochaine génération !
(Winston Churchill)

[.Précis de fiscalité DGGIP 2015 :](#)
[2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.](#)

[Les lettres fiscales d'EFI](#)
[Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

[Lettre EFI du 11 Juillet 2016](#) [Lettre EFI du 25 Juillet 2016](#)
[Comptes non déclarés : l'amende de 5% non constitutionnelle. 2 \(QPC 22/07/2016\)](#)

[La double exonération fiscale internationale : c'est fini !!!!!](#)
[\(Responsabilité FISCALE des conseils fiscaux en UK aussi en France ???](#)
[Vers une nouvelle analyse des sanctions fiscales ? suite à la QPC du 22 juillet](#)

[lettre EFI du 5 septembre 2016](#)

IR : la retenue a la source sur salaires : les taux par « défaut?????!!!!
Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau

Le rescrit en France : le rapport RABAULT (AN) de juillet 2016 et CE 22 JUIN 2016 1
Apport de titres à une société IS : sursis ou report d'imposition, quelles différences ? 2
Sur la préparation des contrôles fiscaux de demain 2
Le comité du contentieux fiscal: modulation des sanctions ???? 3
Crédit d'impôt pour l'emploi : un point d'étape pour un coût de 20 MM€ 4
UE fraude fiscale à la TVA : le rapport de la commission (09.16) 4
Le rapport TRACFIN 2015 ET LA DGFIP 5
Belgique ; une régularisation permanente et totale (loi du 21.07.16) MAIS 5
Des pièces jugées illégales ne peuvent pas servir de preuves (CAA Versailles 19.07.16)
(.mise à jour sur CE 15 AVRIL 2015 5

[Le rescrit en France :](#)
[le rapport RABAULT \(AN\) de juillet 2016 et CE 22 JUIN 2016](#)

[Contrôle d'un rescrit par le conseil d'état ?](#)

Une position iconoclaste publiée en 2007 dans la revue Ethique Publique
[Transparence et crise de légitimité de l'administration fiscale française :
La publicité des rescrits](#)

Pour quelle raison le CE a-t-il refusé d'appliquer un rescrit ??
[Conseil d'État N° 391748 3 et 8 ch 22 juin 2016](#)

Le conseil d'état peut annuler un rescrit pour excès de pouvoir
[Conseil d'État, 9ème et 10ème sous-sections réunies, 20/03/2013, 347633](#)

MAIS peut-il se saisir de cette annulation par le biais d'un moyen soulevé d'office en cas d'un rescrit non légal ou contraire à l'égalité des citoyens devant la loi etc????? (cliquez)

Mme Valérie RABAULT Rapporteuse Générale du budget a publié fin juillet un rapport sur application du rescrit fiscal
Elle rappelle que, comme l'indique une étude du Conseil d'État de 2014, il n'existe pas de définition juridique de la notion même de rescrit fiscal. Le terme n'apparaît ni dans les articles L. 80 A à L. 80 C du livre des procédures fiscales, qui encadrent pourtant la plupart des régimes, ni dans la jurisprudence. Selon ce rapport, il « ne fait pas davantage l'option d'un véritable consensus doctrinal ».
Le Conseil d'État retient quatre critères d'identification : A LIRE DANS LA TRIBUNE

[Pour lire la tribune cliquez >>>>>](#)

**Apport de titres à une société IS :
sursis ou report d'imposition, quelles différences ?**

La pratique revue fiduciaire a préparé une étude pratique et ENFIN non doctrinale du régime fiscal des apports de titres à une société IS
Pour les particuliers, la plus-value d'apport de titres à une société soumise à l'IS fait l'objet d'un report automatique d'imposition lorsque l'apporteur contrôle la société bénéficiaire de l'apport, pour les apports réalisés depuis le 14 novembre 2012 ([CGI art. 150-0 B ter](#)). Dans le cas contraire, la plus-value d'apport fait l'objet d'un sursis d'imposition ([CGI art. 150-0 B](#)).
Nouveau l'apport et le partage
[Question de M. Charles de Courson 12 juillet 2016, question n° 97646](#)
LES BOFIP
[Régime du sursis d'imposition](#)
[Régime du report d'imposition applicable aux plus-values d'apport de titres à une société contrôlée par l'apporteur](#)

Attention a la notion de contrôle de la cible rachetée
Le contrôle doit être concomitant à l'acquisition
ET ne pas avoir existé avant celle-ci

[Pour lire la tribune cliquez >>>>>](#)

Sur la préparation des contrôles fiscaux de demain

[Eric Woerth a en 2010 défini la stratégie ,toujours en vigueur, du contrôle fiscal en précisant que la recherche du renseignement était le premier maillon de la chaîne du contrôle fiscal](#)

Mais sur le terrain, rien ne peut être obtenu sans des fonctionnaires ETP et un consensus parlementaire a été créé pour que la diminution importante du personnel du Minefi ne touche pas nos équipes de contrôle. Je rappelle que le contrôle international ne viserait que 12 % des vérifications alors que les possibilités de gains semblent plus importantes

[Le rapport MM. Michel BOUVARD et Thierry CARCENAC
Sur la nécessité de sanctuariser les effectifs affectés au contrôle fiscal.](#)

La DGFIP est l'administration dont le nombre d'agents ETP diminue le plus alors que la tâche de travail s'accroît notamment à cause de dispositions législatives totalement chronophagiques (par ex le contrôle des déclarations 2074 sur les PV mobilières que seul un X pourrait faire) mais tellement idéalement politiquement correctes
La prochaine réforme fiscale de juillet 2017 s'attacherait aussi à améliorer la tâche de travail des 100000 agents de la DGFIP dont 10.067 –tous cadres compris- sont affectés au contrôle fiscal et ce notamment avec le retour de la simplicité d'imposition forfaitaire et la modification de textes fondés sur l'Idéal politik au profit de textes fondés sur la Real politik

Le comité du contentieux fiscal: modulation des sanctions ????

Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes

Rapport annuel 2015 du 17 août 1916

Ce rapport est une mine d'informations juridiques pour établir des recours gracieux de plus en plus nombreux alors que l'utilisation de la pénalité de 40% semble devenir le droit commun pour les services opprimés par la hiérarchie de faire non seulement du redressement mais aussi du recouvrement alors que le nombre de contrôle fiscal externe est passé de 51 740 en 2014 à 50 168 en 2015 (moins 1572 soit- 3%)

[Les statistiques complètes \(juillet 2016\)](#)

Une nouvelle fois ce rapport destiné à nos parlementaires est –à notre avis-incomplet ; il y manque l'activité propre du comité (la rumeur parle de 200 cas par an) ???? alors qu'il s'agit de la seule organisation indépendante ce qui entretient une forte inégalité républicaine entre les rares grosses affaires et les autres traitées le plus souvent par celui qui a établi le redressement ET SURTOUT

le montant et la détermination des amendes pour défaut de déclaration de capitaux à la douanes, enfin il n'existe aucun tableau des méthodes de détermination des remises gracieuses qui paraissent dans certains services être "octroyées" à la tête du contribuable et depuis peu suivant l'humeur du fonctionnaire et même sous des conditions d'action en justice contre des conseils(sic)

[les statistiques du contrôle fiscal 2015](#)

NE PAS OUBLIER LE RECOURS HIERARCHIQUE

§ 163 page 15 et 16 En cas de désaccord sur la décision des services déconcentrés, le contribuable peut saisir le ministre qui statue en dernier ressort. Aucun recours n'est admis contre la décision du ministre. Toutefois il est admis (sic) que si des faits nouveaux sont invoqués, une nouvelle requête puisse être présentée devant la même autorité ([art R 247-7 al 2](#))
La décision de l'autorité administrative peut comme toute décision faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif
L'annulation ne peut intervenir que si l'auteur de la décision était incompétent

pour la prendre ou si la décision attaquée était entachée d'un vice de forme, d'une erreur de droit et de fait, d'une erreur manifeste d'appréciation ou si elle révélatrice d'un détournement de pouvoir.

[Pour lire la tribune cliquez>>>>>](#)

Crédit d'impôt pour l'emploi : un point d'étape pour un coût de 20 MME

Le coût budgétaire du CICE devrait ainsi à l'horizon 2017 atteindre vingt milliards d'euros environ, soit près de 1 % du PIB.

Le CIE se révèle un allègement d'impôt plus qu'un dispositif ciblé au service de l'industrie française.(rapport BEAUFILS)

[Ce qu'écrivait Manuel Valls sur la TVA sociale en septembre 2011](#)

Quatre ans après la création de ce dispositif et trois ans après son lancement, il convient de procéder au suivi et au contrôle de cette politique publique conséquente qui représente près de 1 % du PIB de notre pays.

Ce rapport présente ainsi le fonctionnement et la mise en oeuvre du CICE. Il s'agit de montrer dans quelle mesure le dispositif d'envergure qu'est le CICE a pu se révéler complexe pour ses bénéficiaires, dans sa gestion comme dans son pilotage. L'étude du profil des bénéficiaires du CICE a permis d'analyser le déploiement du dispositif et les institutions qui ont pu devoir intervenir, les besoins et les difficultés des bénéficiaires. Elle permet enfin, et il s'agit ici de le regretter, de souligner que ce dispositif non ciblé semble avoir manqué son objectif, **et qu'il se révèle un allègement d'impôt plus qu'un dispositif ciblé au service de l'industrie française.**

RAPPORT D'INFORMATION

sur le profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE),

Par Mme Marie-France BEAUFILS, Sénatrice.

LES BOFIP DU 26 NOVEMBRE 2013

[Pour lire la tribune cliquez >>>>>](#)

UE fraude fiscale à la TVA : le rapport de la commission (09.16)

TVA : les Européens ont perdu 160 milliards d'euros en 2014 dont 24 milliards pour la France pourtant un élève moyen

La fraude à la TVA est certainement la fraude la plus sophistiquée et dont le coût budgétaire est le plus élevé pour nos budgets MAIS la moins diffusée

[Le rapport cahuzac sur la fraude a la tva](#)

[Autoliquidation de la TVA en cas de sous-traitance dans le BTP ...](#)

Nouveau à compter du 1er octobre 2016

[L'article 27 de la loi n°2016-816 du 20 juin 2016](#) supprime l'obligation d'être titulaire d'un agrément à la procédure simplifiée de dédouanement avec domiciliation unique (PDU), pour choisir l'auto-liquidation de la TVA à l'importation. Ce dispositif est élargie à toutes les entreprises sans condition préalable. La loi est entrée en vigueur mais la mise en place de l'auto-liquidation sera effective pour les importations réalisées à compter du 1er octobre 2016.

[Autoliquidation de la TVA due à l'importation \(16.08.16\)](#)

[Pour lire la tribune cliquez >>>>>](#)

Le rapport TRACFIN 2015 ET LA DGFIP

En 2015, près de 95 % des informations reçues par Tracfin émanent des professionnels déclarants, soit 43 231 déclarations de soupçon (+18 % par rapport à 2014). MAIS les avocats de France refusent ce principe imposé par la finance internationale pour se protéger de sa responsabilité (une déclaration de soupçon la libère de sa responsabilité alors même que l'opération illégale peut continuer à se faire (sic) sauf rares oppositions

[Le nombre de déclarations de soupçon par secteur d'activité](#)

Rappel du nouveau principe dit républicain ;

Dénoncer votre client pour éviter votre responsabilité

[Le rapport de TRACFIN sur les avocats \(page 27](#)

seul l'envoi d'une déclaration de soupçon à Tracfin offrira la garantie d'une exonération de responsabilité professionnelle, civile et pénale conformément à [l'article L.561-22 du CMF](#) en cas de découverte ultérieure d'un circuit de blanchiment de capitaux via cette acquisition de fonds de commerce.

Le nombre d'informations reçues par le Service est en progression de 18 % par rapport à 2014 (+ 56 % par rapport à 2013), le Service a ainsi reçu 45 266 informations dont 43 231 déclarations de soupçons émanant des professionnels déclarants

Avec 410 notes d'informations fiscales (+ 12 % par rapport à 2014), Tracfin a poursuivi sa collaboration étroite avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

[Pour lire la tribune cliquez >>>>t](#)

Belgique ; une régularisation permanente et totale (loi du 21.07.16) MAIS

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Des pièces jugées illégales ne peuvent pas servir de preuves

(CAA Versailles 19.07.16)

(.mise à jour sur CE 15 AVRIL 2015)

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)